LE MONDE 14/01/21

Covid-19 : cantine, sport, récréation... L'école face à ses « failles »

Alors que le protocole sanitaire en milieu scolaire pourrait être durci, le corps enseignant dresse la liste des lieux et activités « à risque ».

Par Mattea Battaglia et Violaine Morin

Publié aujourd'hui à 02h22, mis à jour à 12h31

Temps de Lecture 7 min.

Difficile, quand on est enseignant, de s'entendre répéter que l'école vit la « semaine de tous les dangers », avec l'arrivée de « variants » du Covid-19 sur le territoire français, sans être saisi par le doute. Doute sur le protocole sanitaire et sur l'application que l'on parvient, bon an mal an, à en faire en milieu scolaire. Doute, aussi, sur les risques de contamination des plus jeunes, alors que la France, à la différence de nombreux pays qui reconfinent leurs élèves, entend maintenir ses écoles ouvertes, au nom de la lutte contre les inégalités.

« On pense que les données sur la pénétration du mutant anglais [du Covid-19] dans les écoles ne sont pas suffisamment claires pour nous pousser à fermer les écoles en France », a affirmé, mercredi 13 janvier, le président du conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, sur Franceinfo. Alors que l'éducation nationale dit étudier la possibilité d'un « durcissement » du protocole sanitaire qui pourrait concerner la cantine, les cours d'EPS et le fonctionnement des collèges, professeurs et parents se rejoignent sur un constat : il y a dans les écoles, collèges et lycées des lieux et des activités « à risque ». Reste à savoir comment « faire mieux » alors que tous, de la maternelle au lycée, ont déjà le sentiment d'« être au maximum ».

Premier « point noir », la cantine

La restauration scolaire fait, contre elle, l'unanimité. Son rôle dans la transmission du virus concentre, aujourd'hui, l'attention des médecins et des scientifiques.

L'entourage du ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, confirmait, mercredi soir, étudier la possibilité de remplacer la cantine par des « paniers repas » pris en classe. Une idée diversement accueillie sur le terrain. « Une journée de cours sans repas chaud ? Ça me semble difficile [à tenir] pour des enfants qui prennent le car scolaire tôt le matin, et rentrent chez eux tard le soir », réagit Amélie Hart-Hutasse, enseignante dans un collège de l'Auxois (Côte-d'Or). Mercredi matin, « ses petits 6^{es} » l'ont questionnée sur la « rumeur » d'un aménagement de la pause déjeuner. « Ça les inquiète car la cantine est l'un des derniers moments conviviaux qu'il leur reste », observe cette professeure syndiquée au SNES-FSU.

« Qui va les surveiller s'ils déjeunent dans les classes ? Et qui va passer derrière eux pour nettoyer ?, interroge aussi Sabine Duran, directrice d'école à Pantin (Seine-Saint-Denis). Ajouter de la contrainte à la contrainte, je ne suis pas sûre que ce soit ce dont l'école a besoin aujourd'hui. »

Une forme de lassitude, après dix mois de crise sanitaire, s'est installée, qui joue sur le « moral », disent les personnels d'éducation. « On dresse le portrait d'ados insouciants mais eux aussi sont las, fatigués, inquiets, fait valoir Olivier Lafarge, conseiller principal d'éducation (CPE) dans un collège de Montargis (Loiret). Eux aussi se demandent à quoi bon? »

· Aérer les salles, en plein hiver?

Avec des températures négatives atteintes, cette semaine, dans sa petite ville de Bourgogne, ouvrir régulièrement les fenêtres, comme le recommande le protocole sanitaire, est devenu une « gageure », témoigne Amélie Hart-Hutasse. « Cette faille-là, on l'avait identifiée dès la rentrée, dit-elle, mais elle est devenue béante avec le froid hivernal. »

« Rien n'a été fait pour équiper les établissements de capteurs de CO₂ ou de purificateurs d'air, regrette Benjamin Marol, professeur en collège à Montreuil (Seine-Saint-Denis). On aurait pu anticiper... Mais non, on en reste à une aération au doigt mouillé. »

Et à une vigilance de tous les instants pour que le masque ne glisse pas sous le nez, voire sous le menton. Des écoliers sont « fatigués » de le porter, souffle-t-on au primaire. Des collégiens et des lycéens « se jouent des règles », raconte-t-on dans le secondaire.

« La crise sanitaire s'est installée sur la durée, et il est difficile de maintenir un niveau de vigilance constant, témoigne une CPE. Beaucoup d'élèves ne viennent plus en classe avec leur flacon de gel hydroalcoolique, alors qu'ils le faisaient auparavant. A nous de leur en fournir. »

Des cours d'EPS sans contacts ?

Autre moment jugé « à risque », celui des cours de sport. « Dans mon école, on a une minuscule salle polyvalente, plus petite qu'une salle de classe », raconte Sandrine (elle a requis l'anonymat), qui enseigne en CM2 dans une petite école rurale. « J'ai refusé d'y faire de la gym. On a investi la salle des fêtes mais la mairie ne veut pas nous la chauffer... »

Noyés sous les consignes, les écoliers s'y perdent un peu. « Des enfants vont garder le masque tout au long de la séance de sport, et puis se ruer tous ensemble pour boire au robinet, rapporte Pauline Laby, enseignante remplaçante dans le primaire à Paris. Ils vont garder leurs distances en récréation, et, d'un coup, courir en même temps aux toilettes. »

Cette porte-parole du SE-UNSA fait le « distinguo » entre les petites écoles de quatre classes « où le protocole tourne plutôt bien » et celles de quinze « où on est arrivé au bout de ce qu'on peut faire ». Comme d'autres représentants syndicaux, cette porte-parole du SE-UNSA aimerait obtenir des recrutements de personnels, « notamment pour le nettoyage », et des locaux supplémentaires « pour de futurs dédoublements ». Mais elle n'y croit plus trop.

Qui va tester les élèves ?

Tous les professeurs en conviennent : ils n'ont guère de visibilité sur le « niveau » de contamination en milieu scolaire. « On est tenus au courant quand ça concerne un élève de la

classe, mais on n'a pas de vue d'ensemble de la situation dans l'établissement », regrette Amélie Hart-Hutasse, professeure de collège.

Les syndicats réclament, à l'unanimité, une accélération du déploiement des tests en milieu scolaire. « La politique de tests reste un mystère pour nous, insiste Sophie Vénétitay, du SNES-FSU. Il y a eu plusieurs faux départs depuis la Toussaint, quand l'éducation nationale a fait savoir qu'elle disposait de tests et était prête à les déployer. » Une première campagne, menée sur 10 000 lycéens courant décembre 2020, a conclu à un taux de contamination de 0,3 %. « Il n'y a eu aucune pédagogie, se souvient Sophie Vénétitay, qui enseigne dans un lycée francilien concerné par cette campagne. Les élèves avaient peur d'avoir mal et ne voyaient pas trop l'intérêt [d'être testés]. Il aurait fallu les accompagner! »

Le ministère assure désormais qu'un million de tests antigéniques sont prêts à être déployés. Reste à trouver les professionnels de santé pour les faire passer. Des infirmières scolaires ? Les intéressées ploient déjà sous les missions. « On nous a demandé de tracer les cas contact en lieu et place des agences régionales de santé et de la Sécurité sociale, explique Saphia Guereschi, du SNICS-FSU. On est déjà trop peu nombreuses pour assurer efficacement ce suivi. Que va-t-il se passer s'il faut en plus tester massivement les élèves ? »

Faire toute la transparence sur la circulation du virus est pourtant essentiel, disent les acteurs de terrain, y compris pour déterminer le niveau de priorité des enseignants dans le calendrier des vaccinations. Ils seront concernés « dans le courant du premier semestre », a fait savoir M. Blanquer lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI », le 10 janvier. Quelques jours plus tôt, il évoquait une échéance en mars.

· Cas contacts, cas positifs : qui compte?

« Quand il y a un cas positif dans une école primaire, aucun enfant n'est cas contact. Même pas ceux qui passent le temps de midi à la même table de cantine, démasqués. Je trouve ça... incompréhensible », s'énerve Sandrine.

Cette professeure dans le centre de la France n'a recensé aucun cas positif en dix mois, dans sa petite école rurale de deux classes. Cela ne l'empêche pas de douter : « Aujourd'hui, les parents peuvent remettre les enfants à l'école sans qu'on sache si eux, adultes, sont positifs. Si j'étais ministre, je trouverais un moyen pour que les écoles soient mieux informées. »

Ce qui inquiète Amélie Hart-Hutasse – et elle assure ne pas être la seule dans ce cas –, ce sont « ces élèves » qui viendraient en cours en étant cas contacts, voire cas positifs. « On en entend parler notamment au lycée, avec la pression du bac et des examens qui approchent », indique l'enseignante de collège.

• Quid du lycée ?

Cette « pression », Jean-Michel Le Baut en fait l'expérience. Le lycée où il enseigne, à Brest, a dédoublé ses classes avant Noël. « Mais d'autres, dans l'enseignement privé notamment, continuent à fonctionner normalement, dit-il. Cela génère une forte inégalité dans la préparation aux examens, qui scandalise les enseignants autant que les élèves. »

L'établissement de Marie-Cécile Périllat, à Toulouse, a fait le choix de « faire revenir davantage d'élèves depuis la rentrée de janvier, notamment pour les cours de spécialité », explique cette enseignante chevronnée. Les nouvelles épreuves du « bac Blanquer » doivent débuter en mars, en dépit des demandes de report martelées par la communauté enseignante. « On se retrouve coincés entre deux priorités, contenir l'épidémie et préparer l'examen, souffle-t-elle. J'espère qu'on n'aura pas à le regretter. »